

**Inspection de l'Éducation nationale
Circonscription Clermont-Billom-Vic**

Affaire suivie par :

Bruno CHAMPIGNEUL

Tél : 04 73 60 98 75

Mél : ien-clfd-billom-vic@ac-clermont.fr

Cité administrative

Rue Pélissier

63034 Clermont-Ferrand cedex 1

Clermont-Ferrand, le 07 novembre 2022

L'inspecteur de l'Éducation nationale
Circonscription Clermont-Billom-Vic
chargé de la mission départementale
Éducation à la sécurité routière

A

Mesdames les directrices, Messieurs les directeurs,
Mesdames et Messieurs les enseignant.e.s

Objet : l'éducation à la sécurité routière à l'école (ESR).

L'éducation à la sécurité routière à l'école primaire fait l'objet d'un continuum éducatif de l'école maternelle au lycée et en centre de formation d'apprentis. Elle constitue un levier fondamental pour prévenir l'accidentalité des jeunes sur la route, première cause de mortalité chez les 15-25 ans. Inscrite dans le code de l'éducation, l'ESR vise l'acquisition progressive et cohérente par les élèves de comportements responsables et citoyens sur l'espace routier, qu'ils soient piétons, à vélo, passagers ou jeunes conducteurs.

L'ESR à l'école s'effectue notamment sous la forme d'un enseignement obligatoire intégré dans les programmes, le socle commun de connaissances, de compétences et de culture (domaine 3 « la formation de la personne et du citoyen ») et les éducations transversales (éducation aux mobilités actives et citoyennes, éducation à la santé et au développement durable).

Les écoles peuvent ainsi mener des projets tout au long de l'année, selon leur propre calendrier, en lien avec le projet d'école.

À l'école, l'acquisition de règles et comportements liés à l'usage de la rue et de la route et à la connaissance de leur justification est validée par l'attestation de première éducation à la route (APER).

Pour faciliter la mise en œuvre de l'enseignement des premières règles de sécurité routière, diverses ressources sont disponibles sur le site Eduscol en suivant ce lien : <https://eduscol.education.fr/941/education-la-securite-routiere>

L'accueil d'intervenants extérieurs dans le cadre de l'éducation à la sécurité routière

Dans le cadre de cette activité, il est possible de solliciter des intervenants extérieurs, professionnels de la gendarmerie ou de la police municipale.

1 / La police municipale

Une convention doit être passée entre l'employeur (collectivité publique) et l'inspecteur académique-directeur académique des services de l'éducation nationale (IA-DASEN). Intégrée au projet d'école, elle précise l'action de l'intervenant ainsi que les conditions de sécurité. Elle est contresignée par le directeur d'école qui conserve un exemplaire à l'école.

L'enseignant titulaire de la classe, ou celui qui en a la charge au moment de l'activité, garde la responsabilité pédagogique permanente de l'organisation de la séance. Il arrête le cadre d'organisation de l'activité, après l'avoir préparée avec l'intervenant.

Le professeur peut être déchargé de la surveillance des élèves (une partie ou la totalité de la classe) confiés à l'intervenant, à condition :

- qu'il sache constamment où les élèves se trouvent ;
- que l'intervenant ait été régulièrement autorisé ou agréé ;
- que l'intervenant soit sous son autorité.

L'enseignant doit interrompre immédiatement l'activité s'il constate que les conditions de sécurité ne sont plus réunies.

2 / La gendarmerie nationale

Certains professeurs sollicitent les responsables sécurité de la gendarmerie la plus proche de leur école. Ils doivent remplir la partie pédagogique de l'agrément qui sera ensuite transmise à leur IEN de circonscription. Il n'est pas nécessaire d'établir une convention.

La gendarmerie nationale propose aux élèves de cycle 3, en particulier ceux de CM2, une journée de travail qui prévoit un apport théorique sur la sécurité et une partie pratique sur une piste cyclable.

Cette journée doit être précédée par une exploitation pédagogique de l'enseignant autour de la sécurité et de ses enjeux. Animée par un gendarme, elle se concrétise par la remise d'un certificat de participation à une séance d'éducation à la sécurité routière.

Le gendarme intervient dans les premier et second degrés. Il ne peut prendre en compte toutes les demandes. Il élabore le planning mensuellement et organise son intervention directement auprès de chaque école.

3 / La préfecture du Puy-de-Dôme

La préfecture du Puy-de-Dôme conduit la politique locale de sécurité routière. A ce titre, un volume d'actions est arbitré chaque année dans le cadre du Plan Départemental des Actions de Sécurité Routière (P.D.A.S.R.). Les actions sont réalisées par les Intervenants Départementaux de Sécurité Routière et des partenaires locaux.

Dans le cadre de ce plan (P.D.A.S.R.), en lien avec le projet d'école ou d'établissement, des actions peuvent être soutenues dans les établissements scolaires.

Ce soutien peut prendre la forme :

- de l'intervention des Intervenants Départementaux de Sécurité Routière pour animer ou co-animer une action de sensibilisation à la sécurité routière depuis la maternelle jusqu'au lycée, dans la limite des capacités d'intervention,
- du co-financement (nécessité de partenariat) d'une action portée par établissement public local d'enseignement conventionné, d'une mairie en partenariat avec son école, d'une coopérative scolaire ou association de parents d'élèves.
- d'une intervention et d'un co-financement pour une action significative avec élèves et familles sensibilisées dans le cadre d'une opération locale.

Il est à noter que l'appel à projets du P.D.A.S.R. 2023 sera lancé en fin d'année 2022, et qu'il vous sera relayé par Bruno Champigneul.

Concernant le « Savoir rouler à vélo », il est précisé que le P.D.A.S.R. ne saurait prendre en charge le financement de cet enseignement.

Je sais pouvoir compter sur votre engagement au service de la formation de la personne et du citoyen.

L'inspecteur de l'Education nationale
Circonscription Clermont-Billom-Vic
chargé de la mission départementale
Sécurité routière
Signé
Bruno CHAMPIGNEUL